

Intervention de Gaël Callonnec lors de la réunion publique
sur le thème de la Santé,

Organisée à Vernouillet le 12 mai.

« Nous tenons à notre santé comme à la prunelle de nos yeux. Et pourtant nos dirigeants semblent considérer les dépenses de santé comme un coût et non comme une contribution à notre bien être, à l'intérêt général.

Ils nous parlent toujours de la nécessité de combler « le trou abyssal de la sécu ». Pourtant, à y regarder de près, les déficits ne semblent pas disproportionnés. Ils s'élevaient à moins de 9 Mds€ en 2011 pour un budget de 138Mds€. Le chiffre a presque triplé depuis 2008, non à cause de l'augmentation des dépenses, mais à cause de la chute des cotisations salariales liées à l'explosion du chômage. A cette date, le déficit n'était que de 4Mds, soit 0,22% du PIB.

Taxer les revenus du capital pour combler les déficits :

La crise souligne les défauts du mode de financement de l'assurance maladie. Il repose presque pour moitié sur les cotisations, 36% sur la CSG, et 11% sur diverses (alcool, tabac, industrie pharmaceutique).

Historiquement, l'assurance maladie bénéficiait aux seuls salariés, il était donc normal que le financement de la sécurité sociale repose essentiellement sur les cotisations salariales. Aujourd'hui, elle profite à tous. Il serait judicieux d'asseoir le financement de la sécu aussi bien sur les revenus des capitaux que sur les revenus du travail. En France, sur les 170 milliards de dividendes et d'intérêts distribués chaque année, seuls 20% sont imposés. Si ces revenus étaient taxés comme les revenus du travail, l'Etat pourrait récolter 20 Mds supplémentaires, d'après la Cour des comptes, ce qui lui permettrait de couvrir largement les besoins de l'assurance maladie mais aussi celui du régime général des retraites (qui s'élevait à 11 milliards en 2010).

Mais plutôt que de mener une politique de prévention et une modification des règles de financement de la sécurité sociale, les gouvernements successifs ont conduit une politique de réduction aveugle des dépenses.

Contre les remboursements et la fermeture de lits :

La part des dépenses de santé non remboursée (le ticket modérateur), a augmenté. Le gouvernement Fillon a instauré une taxe sur les mutuelles. Les frais d'hospitalisation non remboursé (le forfait hospitalier) s'élève aujourd'hui à 18 euros par jours (sauf pour les longues maladies). De nombreux médicaments ne sont plus remboursés et une franchise de 50 centimes est désormais prélevée sur chaque boîte vendue.

Pire encore, le gouvernement a décidé de fermer des lits et des services d'urgence. En Ile de France 3000 emplois ont été supprimés dans les hôpitaux publics. 30% des lits publics ont été fermés dans les Yvelines en 10 ans. Les délais d'attente sont devenus insupportables dans les services d'urgence, et pourtant, le gouvernement précédent projetait de fermer celle de Poissy et le service de cardiologie à Mantes la Jolie.

Il faut mettre un terme à la dérive des remboursements et la privatisation rampante du système qui pourrait déboucher sur une médecine à deux vitesses : Celle des riches, correctement soignés, et celle des pauvres négligés. On en voit les conséquences aux Etats Unis, où les dépenses de santé, privées donc onéreuses, excèdent 16% du PIB, alors que près de 20% des américains n'ont aucune couverture maladie.

Les propositions des écologistes : Prévention et équité.

Il est impératif de mener une politique de prévention de la maladie. Depuis 1978, le nombre de cancers à âge égal a augmenté de 35%. Le tabac n'est pas le seul en cause. De nombreuses études scientifiques pointent du doigt les produits phytosanitaires utilisés dans l'agriculture et les produits chimiques utilisés dans les cosmétiques.

La pollution de l'air est responsable de l'accroissement des maladies pulmonaires constaté en milieu urbain, surtout chez les enfants en bas âge.

La France détient le triste record de la pollution des eaux en Europe. Nos nappes sont gorgées de Nitrate. Plutôt que de prendre les mesures pour limiter l'empoisonnement, le gouvernement a discrètement multiplié par 5 le seuil tolérable de pesticides dans l'eau du robinet en 2010 !

Pour la première fois, l'espérance de vie en bonne santé a diminué de 9 mois en France par rapport au record précédent. C'est un retournement inquiétant.

Nous devons rapidement prendre des mesures importantes pour encourager l'agriculture raisonnée et l'agriculture biologique en réorientant les aides agricoles vers les exploitations qui respectent des critères environnementaux (aujourd'hui 80% des aides agricoles bénéficient aux grandes exploitations, qui font de l'agriculture intensive). Nos enfants devraient manger de la nourriture bio dans les cantines scolaires. On sait que la malbouffe est en partie responsable du développement de l'obésité : trop de sel, trop de sucre, trop de mauvaises graisses et d'oméga 6...

Les industries agroalimentaires, pharmaceutiques et chimiques devraient être soumises à un contrôle indépendant, réalisé par des experts dénués d'intérêts dans ces filières et pourvus de véritables moyens d'investigation. Ainsi aurait été évité le scandale du médiateur. Le bisphénol A, qui est un puissant perturbateur endocrinien, aurait été interdit dans la fabrication des biberons de nos enfants depuis plusieurs années.

il convient de limiter les dépenses en encadrant les prix des médicaments, en encourageant la consommation systématique des remèdes les moins chers à composition égale. Les économies réalisées grâce à ces mesures et à la prévention nous permettraient de financer la lutte contre la désertification médicale de nos campagnes et de financer la suppression du forfait hospitalier, qui dissuade les familles défavorisées d'aller se faire soigner correctement.

Les problèmes de financement ne sont pas insurmontables, dès lors que l'on accepte de mettre les revenus des capitaux à contribution, que l'on met en place une véritable politique de prévention fondée sur la lutte contre la pollution et l'intoxication. Il serait coupable de sacrifier la santé de la population dans le seul but de satisfaire les intérêts de riches épargnants, ou la cupidité de quelques industriels. La France n'en sortirait ni plus riche, ni grandie.

Gaël Callonnec

Candidat EELV aux élections législatives
dans la 7eme circonscription des Yvelines